



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 508 – 29 septembre 2023

Zoom sur le secteur de la monnaie électronique dans l'UEMOA en 2022

Le [Rapport annuel 2022](#) de la Commission Bancaire de l'UMOA présente, entre autres, un panorama du secteur de la monnaie électronique dans la sous-région. Ainsi, l'activité d'émission de la monnaie électronique continue de croître, en lien avec l'attractivité et l'accessibilité des services financiers adossés à la téléphonie mobile.

☛ Des acteurs répartis inégalement dans la sous-région

Au 31 décembre 2022, les Etablissements de monnaie électronique (EME) agréés dans l'UEMOA sont au nombre de 15 (contre 13 en 2021), dont 6 en Côte d'Ivoire, 3 au Sénégal, 3 au Bénin, 1 au Burkina Faso, 1 au Niger et 1 au Mali. **A noter toutefois, qu'en plus des EME, 2 autres catégories d'acteurs offrent des services financiers via la téléphonie mobile : (i) les partenariats entre banques, opérateurs de télécommunications et Fintech (25 acteurs en 2022) ; (ii) les Systèmes financiers décentralisés (1 acteur).**

☛ Un secteur en pleine expansion, avec des offres de services en développement...

A fin décembre 2022, l'encours de la monnaie électronique émise par les EME dans l'UEMOA s'est élevé à 888,5 Mds FCFA (1,4 Md EUR), soit une augmentation annuelle de 33,3%. En outre, les transactions réalisées via téléphonie mobile par l'intermédiaire des EME ont connu une forte hausse : en valeur +57,7% à 69 796,4 Mds FCFA (106,4 Mds EUR) et en volume +36% à 5,4 Mds. La Côte d'Ivoire occupe la **1^{ère} place en termes de valeur des transactions (32,9% du total dans l'UEMOA), mais se classe 2^{ème} en volume (18,8% du total)**. A l'inverse, le Burkina Faso se classe 1^{er} en volume de transactions (22,7% du total) mais pour une valeur relativement plus faible (3^{ème} ; 17,9% du total).

En valeur, les transactions restent encore concentrées autour des opérations de rechargement de porte-monnaie électronique, de retrait cash et de transfert de personne à personne (80,7% du total en 2022). A noter toutefois la bonne progression des paiements marchands via téléphonie mobile (+76,5%) qui constituent 9,5% des transactions en valeur en 2022.

☛ ... toutefois avec des performances financières en berne

Après une légère hausse de 1,3% en 2021, le chiffre d'affaires global des EME s'est contracté de 23,6% en 2022 pour s'établir à 212,4 Mds FCFA (323,8 M EUR). Ce repli est imputable principalement à la baisse des tarifs des opérateurs historiques rendue possible par l'arrivée de nouveaux acteurs sur le marché. Aussi, après un bénéfice de 21,5 Mds FCFA (32,8 M EUR) en 2021, le résultat net provisoire agréé des EME est ressorti déficitaire de 33,6 Mds FCFA (51,2 M EUR) en 2022. On note en particulier

LE CHIFFRE À RETENIR

-24%

La contraction du chiffre d'affaires global des Emetteurs de monnaie électronique de l'UEMOA en 2022

que 8 EME, cumulant 40,8% de part de marché en termes d'encours de monnaie électronique, ont enregistré un résultat net déficitaire, surclassant ainsi les profits générés par les autres acteurs.

Des normes prudentielles moyennement respectées par les EME

Pour assurer la stabilité du secteur, la BCEAO a défini des normes prudentielles que doivent respecter les EME de l'UEMOA : (i) le ratio de couverture, qui requiert, pour chaque établissement, la couverture de l'encours de la monnaie électronique émise par ses capitaux propres à hauteur de 3% (respecté par 9 des 13 EME en activité en 2022) ; (ii) le ratio d'équivalence, qui met en relation la valeur des placements financiers liés à la monnaie électronique et des dépôts à vue sur l'encours de la monnaie électronique, avec une norme minimale de 100% (respecté par 7 des 13 EME) ; (iii) le ratio de placement, qui limite à 25% la valeur des placements financiers liés à la monnaie électronique sur l'encours de la monnaie électronique (respecté par 8 des 13 EME).

Statistiques sur les EME de l'UEMOA en activité en 2022

Pays	Nombre de points de services	Nombre de comptes (en M)	Volume des transactions (en M)	Valeur des transactions (en M EUR)
Bénin	273 655	23,8	1 505,9	12 320,1
Burkina Faso	55 611	10,4	1 222,2	19 087,7
Côte d'Ivoire	387 865	37,7	1 011,2	35 031,5
Mali	91 087	11	721,7	18 039,6
Niger	42 533	5,9	10,7	86,8
Sénégal	150 933	29,3	907,2	21 838,1
UEMOA	1 001 684	118,1	5 378,9	106 403,8

Régional

Plus de 480 M EUR de la BIsD en faveur de 5 pays d'Afrique de l'ouest

La Banque islamique de développement (BIsD) a [annoncé](#) un financement total de 483,1 M EUR destiné à la réalisation de plusieurs projets dans **5 pays d'Afrique de l'ouest**. Dans le détail : (i) la Côte d'Ivoire et le Sénégal ont obtenu respectivement 182,3 M EUR et 40,3 M EUR pour le développement de réseaux de transport régionaux ; (ii) 85,7 M EUR à la Guinée pour 2 projets dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de la santé ; (iii) 46,6 M EUR à la Mauritanie en faveur de l'éducation et (iv) 128,2 M EUR au Togo pour la protection contre l'érosion côtière.

La CEDEAO et l'UNOCT renforcent leur coopération en matière de prévention et de lutte contre le terrorisme

En marge de la 78^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies, la CEDEAO et le Bureau des Nations Unies contre le terrorisme (UNOCT) [ont signé](#) le 22 septembre un protocole d'accord visant à renforcer leur partenariat dans la prévention et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. D'une durée de 5 ans, cet accord établit un cadre de coopération sur une série d'initiatives telle que les efforts de prévention pour lutter contre les voyages, le financement, l'accès aux armes et l'utilisation abusive des TICs par les terroristes ; la sécurité et la gestion des frontières ; les poursuites judiciaires ainsi que la mise en œuvre de

programmes de formation à la lutte contre le terrorisme en Afrique. L'accord prévoit également le soutien de l'UNOCT dans la mise en œuvre du Plan d'action 2020-2024 de la CEDEAO pour l'éradication du terrorisme.

La CEDEAO adopte une stratégie visant à développer le commerce électronique

Dans un [communiqué](#) publié le 13 septembre dernier, la CEDEAO a annoncé l'adoption d'une stratégie de commerce électronique en vue d'aider les Etats membres à tirer parti du commerce électronique en vue de bâtir des PME résilientes, de créer de nouveaux emplois et stimuler la diversification économique. De façon spécifique, cette stratégie vise à (i) soutenir les efforts des ministères du commerce pour le développement du commerce électronique national et transfrontalier, garantir la confiance tout au long de la chaîne d'approvisionnement en la matière ; (ii) améliorer l'accès aux statistiques du commerce électronique et aux informations sur les marchés dans la CEDEAO. Elle s'appuie entre autres sur une évaluation approfondie de [l'état de préparation de la CEDEAO au commerce électronique](#) menée par la CNUCED en 2022.

🌐 Bénin

Transmission à l'Assemblée nationale du projet de budget de l'Etat 2024

Lors du [Conseil des ministres du 26 septembre](#) dernier, le gouvernement béninois a annoncé la transmission à l'Assemblée nationale du projet de budget de l'Etat pour 2024. Ce dernier s'équilibre en ressources et en charges à 3 199,3 Mds CFA (4,9 Mds EUR), en augmentation de 5,5% par rapport à 2023. Les ressources sont projetées à 2 076 Mds CFA (3,2 Mds EUR), soit une hausse de 12,8% par rapport à 2023, reflétant principalement les réformes pour l'élargissement de l'assiette fiscale. Le projet de budget 2024 est basé sur une prévision de croissance économique à 6,5% (contre 6,1% anticipé pour 2023) et prévoit un déficit budgétaire à 3,7%

(contre 4,3% anticipé pour 2023). Il s'oriente sur deux axes principaux : (i) l'accélération de la transformation structurelle de l'économie et (ii) une meilleure répartition des fruits de la croissance.

🌐 Burkina Faso

Rencontre de haut-niveau pour le financement du PA-SD

Le 22 septembre, en marge de la 78^{ème} session de l'Assemblée générale de l'ONU, le ministère des Affaires étrangères burkinabè et la coordination résidente des Nations Unies au Burkina Faso ont organisé une rencontre autour du Plan d'action pour la stabilisation et le développement (PA-SD) afin de rechercher les engagements de financement nécessaires à sa mise en œuvre. Cette session a réuni des responsables d'agences onusiennes et d'ONG ainsi que des représentants des Etats-Unis, de la Russie et des Emirats Arabes Unis. [Selon la ministre](#) des Affaires étrangères burkinabè, certains partenaires ont fait des promesses de soutien, en particulier le Fonds pour la consolidation de la Paix pour un montant de 15 M USD. Pour rappel, le coût total du PA-SD 2023-2025 est estimé à 7 673,3 Mds FCFA (11,7 Mds EUR).

Lancement de la construction d'une usine de transformation de tomates financée par l'actionnariat populaire

Le 23 septembre, le président de la Transition a procédé à la [pose de la première pierre](#) d'une usine de transformation de tomates financée par actionnariat populaire. L'usine sera située dans la capitale économique Bobo-Dioulasso et devrait couvrir une surface de 16 000 m², avec une capacité de production de 5 tonnes par heure. Le cout prévisionnel du projet est estimé à 5 Mds FCFA (7,6 M EUR), dont 4 Mds FCFA (6,1 M EUR) financé par l'Agence pour la promotion de l'entrepreneuriat communautaire (APEC) et 1 Md FCFA (1,5 M EUR) par l'Etat. Selon le directeur général de l'APEC, ce projet permettra à terme de créer 100 emplois directs et 5 000 indirects.

Pour [rappel](#), le programme de souscription à l'entreprenariat communautaire par actionnariat populaire, a été lancé le 12 juin 2023 et sa mise en œuvre est pilotée par l'APEC. Au 31 août, on compterait près de 38 500 souscripteurs à l'APEC pour un montant total collecté d'environ 2 Mds FCFA (3 M EUR).

Cap-Vert

Appel d'offres pour la réhabilitation de sentiers touristiques

Le 27 septembre, le gouvernement cap-verdien [a annoncé](#) des travaux de réhabilitation de plusieurs circuits touristiques dans la municipalité de Porto Novo. Le projet vise à répondre aux préoccupations des opérateurs touristiques et des communautés, dont les activités sont impactées par le mauvais état des sentiers. D'après le communiqué, un appel d'offres a été lancé par le gouvernement pour la réalisation des travaux de quatre sentiers, qui seraient financés par un prêt de 35 M USD de la Banque mondiale. A terme, les autorités prévoient la réhabilitation de 82 sentiers touristiques à Santo Antao, sur une longueur de 294 km.

Côte d'Ivoire

Inauguration d'une zone agro-industrielle dédiée à l'anacarde

Les ministres ivoiriens chargés de l'Agriculture et de la Communication ont [inauguré](#), le 23 septembre, la zone agro-industrielle dédiée à la transformation de l'anacarde à Korhogo. Le projet a été réalisé par le Conseil du Coton et de l'Anacarde avec le soutien financier de la Banque mondiale, dans le cadre du Projet de compétitivité de la chaîne de valeur de l'anacarde (PPCA). L'investissement total est estimé à 7,5 Mds CFA (11,4 M EUR). Le site vise à favoriser l'installation d'usines de noix et de pommes de cajou et ainsi stimuler la création d'emplois dans la région. Le PPCA prévoit

également l'aménagement de trois autres zones de transformation de l'anacarde dans les villes de Bouaké, Séguéla et Bondoukou. La pose de première pierre de deux usines a eu lieu lors de l'inauguration de la zone : celle de l'entreprise vietnamienne LONG SON et de l'entreprise ivoirienne EGE PREST, filiale de SOUKPAFOLO.

150 M USD en financement syndiqué pour la construction d'une mine d'or à Lafigué

Ecobank Côte d'Ivoire (CI) [a arrangé](#) récemment un financement syndiqué d'un montant de 150 M USD au profit du groupe minier canadien *Endeavour Mining*, leader de la production d'or en Afrique de l'Ouest, pour la construction de la mine de Lafigué, dans le centre-nord de la Côte d'Ivoire. A noter que le coût total de l'investissement pour la mine est estimé à 450 M USD. L'offre de financement a été proposée en partenariat avec la Banque Atlantique CI, United Bank of Africa CI, Orabank CI et Bridge Bank CI sur une durée de 5 années. A noter que cette mine d'or est la propriété de la Société des Mines de Lafigué, dont *Endeavour Mining* détient 80% des parts.

Guinée

L'inflation en août 2023 se situe à 5% en g.a au niveau national

Selon l'Institut national de la statistique, le taux d'inflation [s'est établi](#) en août à 5% en glissement annuel (g.a) - calculé pour la 1^{ère} fois pour toutes les régions et non seulement celle de Conakry. Ce niveau d'inflation est porté principalement par la hausse en g.a. des prix des postes "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+6%), "logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+12,3%), "articles d'habillement et chaussures (+6,4%)" et "santé (+7,4%)". Par ailleurs, par région, l'inflation a été tirée en grande partie par celles de Conakry (+8%), de N'Zérékoré (+7,1%) et de Faranah (7,3%). Une analyse transversale permet de constater que les

produits frais (+6,1%) et les produits énergétiques (+8,1%) sont ceux qui ont le plus porté l'inflation.

Partenariat entre Orange et le PAM pour l'envoi direct d'une aide monétaire

Orange Finances Mobiles Guinée et le Programme Alimentaire Mondial (PAM) ont [annoncé](#) la signature d'un partenariat d'une durée de 2 ans visant à faciliter les opérations de transfert monétaire destinées aux bénéficiaires du PAM en Guinée. Dans un premier temps, ce partenariat impactera 116 250 personnes touchées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, soit environ 23 250 ménages résidant dans 4 régions du pays.

Guinée-Bissau

Baisse des prix du riz et du blé

Les autorités bissau-guinéennes [ont annoncé](#) la baisse des prix de certaines denrées de base, notamment le riz et la farine de blé. Dans les détails, le prix du sac de riz de 50 kg brisé 100% sera désormais commercialisé à 17 500 FCFA (26,7 EUR), soit 22,2% de moins que le prix antérieur tandis que le prix du sac de 50 kg de riz avec 5% de brisure a été fixé à 22 500 Fcfa (34,3 EUR), soit une de 6,7%. Quant à la farine de blé, le sac de 50 kg sera vendu à 24 600 FCFA (37,5 EUR), soit une diminution de 15,2% par rapport au tarif précédent. Selon le ministre en charge du Commerce, cette décision vise à réduire les charges qui pèsent sur le quotidien de la population alors que le pays est en proie à une crise alimentaire.

Mali

Inflation à -0,7% en g.a. en août 2023

Selon l'Institut national de la statistique (Instat), le [taux d'inflation en glissement annuel en août s'est établi en zone négative](#), notamment à -0,7%, contre +0,6% observé le mois précédent. Cette déflation s'explique principalement par la baisse

des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-1,6% en g.a.), en particulier les céréales non transformées (-8,2% en g.a), ainsi que des transports (-2,1% en g.a). Cette baisse est toutefois à relativiser en ce qu'elle reflète un effet de base important, la hausse des prix des céréales non transformées ayant été de 36,2% en g.a. en août 2022. A l'inverse, l'inflation est notable au niveau des meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer (+1,2% en g.a.) et dans le secteur de la santé (+4,9% en g.a.).

Niger

Inflation à +4,8% en g.a en août 2023

Selon l'Institut national de la statistique (INS), le [taux d'inflation au Niger s'est établi à +4,8% en g.a en août 2023](#), après +3,1% le mois précédent. Ce niveau d'inflation est imputable principalement à la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+6,1% en g.a), de la catégorie "logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+7,4% en g.a) ainsi que des boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants (+5,9% en g.a). A noter toutefois que seuls les prix du secteur de l'enseignement ont enregistré un léger repli (-0,1% en g.a).

Sénégal

Inauguration de la première banque algérienne dans le pays

Les autorités sénégalaises et algériennes [ont inauguré](#), le 21 septembre, du siège de l'Algerian Bank of Sénégal (ABS), 2^{ème} banque algérienne agréée à l'étranger, après l'Algerian Union Bank (AUD) ouverte à Nouakchott le 20 septembre. D'un capital de 100 M USD, l'ABS est le fruit d'un partenariat entre 4 banques publiques algériennes : la Banque nationale d'Algérie (40%), le Crédit populaire d'Algérie (20%), la Banque extérieure d'Algérie (20%) et la Banque de l'agriculture et du développement rural (20%). Elle a pour ambition de développer les relations économiques entre les deux pays en facilitant

l'investissement et les échanges commerciaux à travers l'accompagnement des grandes, moyennes et petites entreprises. Le secteur bancaire sénégalais totalise désormais 29 banques et 4 établissements financiers.

L'activité aérienne retrouve son niveau d'avant la Covid-19 au S1 2023

D'après l'Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie ([Anacim](#)), le trafic passager de l'aéroport international Blaise Diagne a enregistré une hausse de 18% en glissement annuel (g.a) au 1^{er} semestre 2023, avec plus de 1,4 M de passagers. En comparaison avec son niveau d'avant la crise sanitaire, notamment le 1^{er} semestre 2019, le trafic est en hausse de 19%. L'activité de fret a cru de 5% en g.a. au premier semestre 2023 et de 3% par rapport à celui de 2019. En outre, le nombre total de vols (passagers et fret) a pratiquement atteint le niveau de 2019. S'agissant des compagnies aériennes, les activités des compagnies de droit national (Air Sénégal, Transair et Arc en Ciel) sont restées dynamiques avec 25% des parts de marché sur le trafic de passager, 15% pour le fret et 33% des mouvements tandis qu'Air France conserve 22% du trafic de fret et 9% du trafic de passager.

Togo

Légère révision à la baisse de 0,2 p.p de la prévision de croissance pour 2023

Le ministre de l'Economie et des Finances a [annoncé](#) lors du Conseil des ministres du 27 septembre, une révision à 6,4% de la prévision de croissance pour l'année 2023, contre 6,6% initialement escompté. Le gouvernement anticipe néanmoins toujours une réduction du déficit budgétaire, qui devrait s'établir à 6,6% du PIB en 2023 contre 8,3% en 2022. Des objectifs qui posent quelques défis, selon le ministre, dans un contexte de resserrement des conditions de financements, notamment sur les marchés régionaux. Par ailleurs, le budget de l'État pour 2023 devrait être revu, *via* un projet de loi de finances rectificative (PLFR) en cours d'élaboration, notamment afin de renforcer les moyens de lutte contre le terrorisme et de poursuivre la mise en œuvre des politiques de développement dans le cadre du plan Togo 2025.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédacteurs :

Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar, Lomé et Niamey, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Pour s'abonner

abidjan@dgtrésor.gouv.fr